

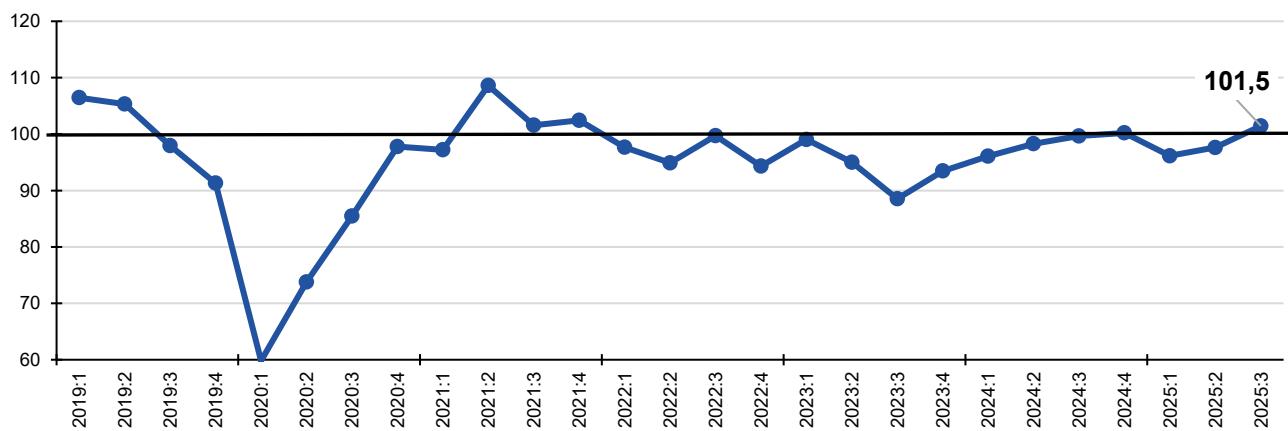
CONJONCTURE ECONOMIQUE

Publications économiques et financières

Tendances conjoncturelles – 3^{ème} trimestre 2025

Un rebond encourageant malgré une incertitude persistante

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Un ICA en hausse

L'indicateur du climat des affaires poursuit sa progression au 3^e trimestre 2025, s'établissant à 101,5 points, soit une augmentation de 3,8 points par rapport au trimestre précédent. Il dépasse ainsi sa moyenne de longue période, témoignant d'un climat des affaires plutôt favorable.

Le manque de visibilité politique et institutionnelle au niveau national génère néanmoins de fortes incertitudes localement, et l'absence de cadre fiscal et budgétaire crée de l'attentisme et de la frilosité chez les investisseurs.

L'amélioration du climat des affaires s'explique principalement par le fait que l'activité, en recul depuis trois trimestres consécutifs, se stabilise au 3^e trimestre. Ce redressement contribue fortement à la hausse de l'ICA et devrait rester bien orienté au trimestre suivant. En outre, les délais de paiement demeurent dégradés, mais dans une moindre mesure qu'aux trimestres précédents, ce qui soutient également la progression de l'indicateur. Il résulte de cette situation une amélioration attendue de la trésorerie au prochain trimestre.

Les effectifs apparaissent bien orientés sur le trimestre et devraient continuer de progresser au trimestre prochain, mais à un rythme moins soutenu que précédemment. Ces évolutions positives sont toutefois contrebalancées par des prévisions d'investissement toujours en baisse, ce qui limite le dynamisme global.

Par ailleurs, les défaillances d'entreprises continuent de progresser fortement : 152 défaillances sont comptabilisées en septembre en cumul sur un an, soit une hausse de 22,6 % par rapport au trimestre précédent et de 133,8 % en glissement annuel. Ce niveau élevé résulte d'une situation économique encore fragile et des effets différés du contexte post-Covid. En particulier, de nombreuses entreprises doivent faire face aux échéances liées au remboursement des différentes aides dont elles ont pu bénéficier pendant la crise sanitaire.

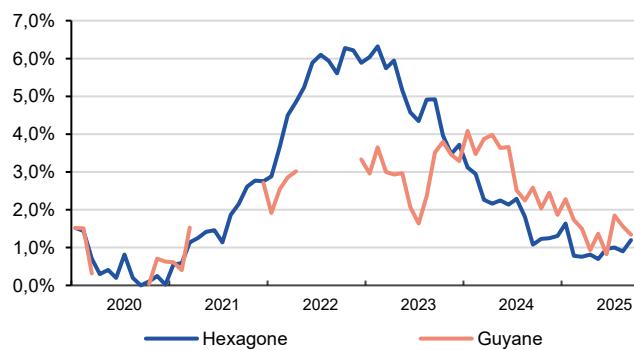
En parallèle, l'entrepreneuriat perd légèrement en vigueur sur le trimestre, avec un recul des créations d'entreprises de 3,4 %. Sur un an, celles-ci progressent néanmoins de 13,1 %. Les microentreprises, qui représentent plus de la moitié des nouvelles structures, enregistrent une hausse de 4 % sur le trimestre et de 24,7 % en glissement annuel.

L'inflation se stabilise

L'indice des prix à la consommation (IPC) se stabilise ce trimestre (+0,1 %). Cette évolution résulte principalement de la hausse des prix de l'alimentation (+0,9 %), qui demeure le principal moteur de l'inflation. À l'inverse, les prix des produits manufacturés et de l'énergie reculent tous deux de 0,3 %. Les prix des services affichent quant à eux une hausse modérée de 0,2 %.

En glissement annuel, la hausse des prix atteint +1,3 %, contre +0,8 % au trimestre précédent. Cette accélération est portée par la hausse des prix des services (+3,6 %) et de l'alimentation (+2,8 %) sur l'année écoulée, deux postes de dépense essentiels pour les ménages. En parallèle, les prix de l'énergie continuent d'atténuer l'inflation, s'inscrivant en baisse de 7,9 %. Enfin, les prix des produits manufacturés sont en léger recul (-0,2 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) (Glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021.
© IEDOM

À titre de comparaison, la hausse annuelle des prix en France s'établit à +1,2 %, soit un niveau quasiment équivalent à celui observé en Guyane au 3^e trimestre 2025 (+1,3 %). Malgré la pression persistante sur les prix des services et de l'alimentation, l'inflation apparaît donc globalement contenue. Elle reste en effet en deçà de l'objectif fixé par la Banque centrale européenne, qui vise à ramener l'inflation autour de 2 %.

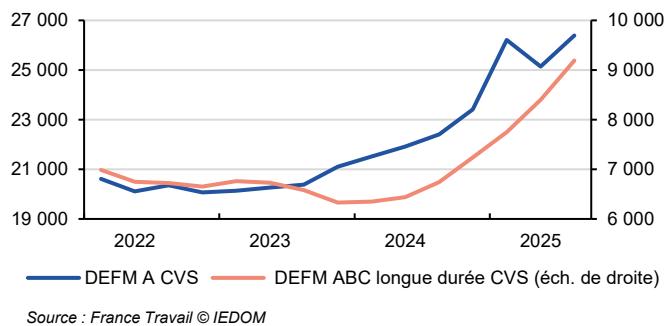
Une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Après la légère baisse observée au deuxième trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est de nouveau en hausse (+5,0 % sur le trimestre), signe d'une situation du marché du travail dégradée. Cette progression est davantage marquée pour les moins de 25 ans (+6,4 %) et les hommes (+6,2 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC de longue durée (> 1 an) est également en forte hausse sur le trimestre (+9,4 %), et sur un an (+36,4 %).

Ces données doivent néanmoins être interprétées avec prudence en raison du contexte de révision des données de France Travail.

La tendance est moins défavorable si on se réfère aux résultats de l'enquête de conjoncture. Le solde d'opinion relatif aux effectifs est bien orienté, et les prévisions en termes d'embauches pour le prochain trimestre sont favorables.

Demandeurs d'emploi en fin de mois

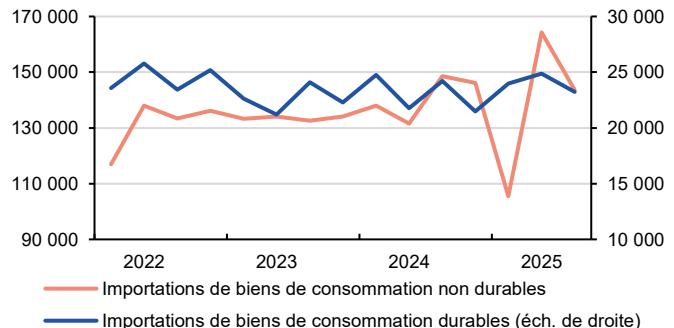


Source : France Travail © IEDOM

La consommation fléchit ce trimestre

Le regain de dynamisme observé au deuxième trimestre ne s'est pas confirmé. Au troisième trimestre, la consommation est en baisse. Les importations de biens de consommation diminuent significativement (-11,8 %), tant pour les biens de consommation durables (-6,6 %), que pour les biens de consommation non durables (-2,6 %).

Importations de biens de consommation (en milliers d'euros)



Source: Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

Le solde d'opinion relatif à l'activité des entreprises du commerce, dégradé ce trimestre, corrobore cette baisse de la consommation. Et les prévisions sont défavorables pour le quatrième trimestre.

La dynamique est plus favorable concernant le marché de l'automobile. Les importations et le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme sont en hausse de 61,2 % et de 19,1 % respectivement sur le trimestre. Sur l'année en revanche, la tendance est plus mitigée. Bien que les importations de véhicules de tourisme soient en forte hausse sur un an, les immatriculations de véhicules de tourisme sont en baisse de 2,0 %.

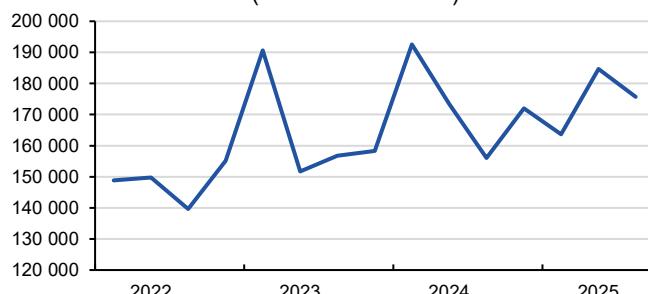
S'agissant de la vulnérabilité des ménages, les indicateurs évoluent en ordre dispersé. Alors que le nombre de dossiers de surendettement déposés est en forte hausse sur le trimestre (+15,7 %) et sur l'année (+29,7 %), le nombre de personnes physiques interdites bancaires (-1,5 % sur le trimestre et -4,8 % sur un an) et le nombre de retraits de cartes bancaires (-6,2 % sur le trimestre et -50,8 % sur l'année) diminuent.

Une dynamique d'investissement défavorable

Les fragilités observées le trimestre précédent se sont confirmées au troisième trimestre.

Les importations de biens d'investissement et de biens d'équipement sont en baisse de -4,9 % et de -34,1 % respectivement au troisième trimestre (mais en hausse de 12,6 % et de 11,6 % sur un an respectivement). Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires chute de -12,6 % sur le trimestre et de -15,5 % sur l'année. Et le solde d'opinion qui matérialise les intentions d'investir des chefs d'entreprise continue de se dégrader, en particulier pour les entreprises du secteur du BTP et dans une moindre mesure pour les entreprises du secteur du commerce et du secteur primaire et des industries agroalimentaires.

Importations de biens d'investissement
(en milliers d'euros)



Source: Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

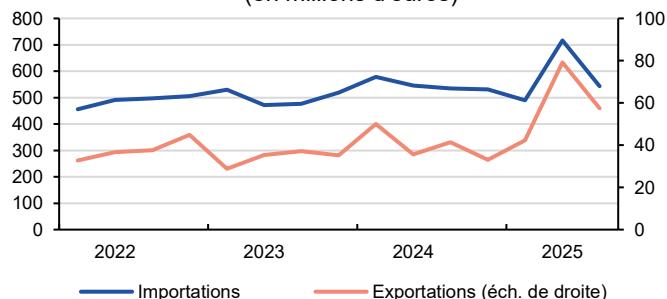
Les échanges extérieurs s'atténuent

Après un deuxième trimestre particulièrement dynamique, le commerce extérieur revient vers des niveaux proches de ceux observés en 2024. Les échanges extérieurs ralentissent par rapport au 2^e trimestre mais sont plutôt en hausse sur un an.

En valeur, les importations sont en baisse de 24,1 % par rapport au deuxième trimestre mais en hausse de 1,6 % sur un an. En volume, elles sont en baisse de -0,2 % sur le trimestre et de -4,1 % sur l'année. Cette tendance sur le trimestre s'explique par une diminution des importations de l'ensemble des catégories de biens, en particulier les biens intermédiaires, en baisse de 55,0 % (en valeur), et les biens de consommation non durables, de 12,6 % (en valeur). Ces baisses traduisent davantage un retour vers des niveaux connus qu'un réel décrochage du commerce extérieur, les importations au deuxième trimestre, qui servent de point de référence ici, ayant été exceptionnellement élevées.

En valeur, les exportations sont également en forte baisse sur le trimestre (-27,3 %) mais en hausse sur un an (+39,1 %). En volume, elles chutent de 10,2 % sur le trimestre mais sont en hausse de 3,3 % sur un an. Les produits de l'or sont en baisse de 8,2 % (en valeur), tout comme les produits agricoles, sylvicoles et de la pêche (-3,1 %, en valeur), ou les produits du bois (-19,5 %, en valeur). Seules les exportations de biens de consommation sont en hausse ce trimestre (+72,7 %, en valeur).

Importations et exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

Une activité globalement bien orientée dans la plupart des secteurs, à l'exception du commerce

L'activité des entreprises guyanaise se stabilise au troisième trimestre 2025, faisant suite à plusieurs baisses successives. Les chefs d'entreprise sondés anticipent que l'activité devrait rester stable au quatrième trimestre.

Le dysfonctionnement des chaînes logistiques et les difficultés relatives aux délais d'approvisionnement ont un impact direct sur les stocks des entreprises et génèrent, *in fine*, des difficultés de trésorerie. De même, les entreprises qui continuent de rembourser les prêts garantis par l'État contractés pendant l'épidémie du Covid-19 peuvent subir des contraintes de trésorerie.

Dans le secteur du **BTP**, l'activité est en légère progression au troisième trimestre, après la baisse constatée le trimestre précédent, et les prévisions pour la fin d'année sont plutôt favorables. L'évolution de la commande publique génère néanmoins des inquiétudes pour les professionnels du secteur. Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement demeure détérioré et celui de l'investissement se dégrade.

L'activité se maintient en hausse dans l'**industrie**. Les prévisions sont plutôt favorables pour la fin d'année. Les soldes d'opinions relatifs aux trésoreries et aux délais de paiement s'améliorent. Le solde d'opinion qui matérialise l'évolution des effectifs est en forte hausse.

Côté **industrie spatiale**, le deuxième vol commercial du lanceur Ariane 6 a été un succès. La cadence devrait accélérer en fin d'année avec plusieurs lancements prévus au dernier trimestre.

S'agissant du **secteur primaire-IAA**, l'activité est stable ce trimestre, avec des prévisions plutôt favorables pour la fin d'année. Les abattages et importations de bovins sont en baisse sur le trimestre (respectivement -7,1 % et -40,4 %), contrairement aux abattages et importations de porcins (respectivement +11,3 % et +8,7 %). Les soldes d'opinion relatifs aux charges d'exploitation et aux effectifs s'améliorent, alors que celui correspondant aux délais de paiement se stabilise.

La dynamique est similaire pour les **services** avec une activité stable au troisième trimestre qui devrait se

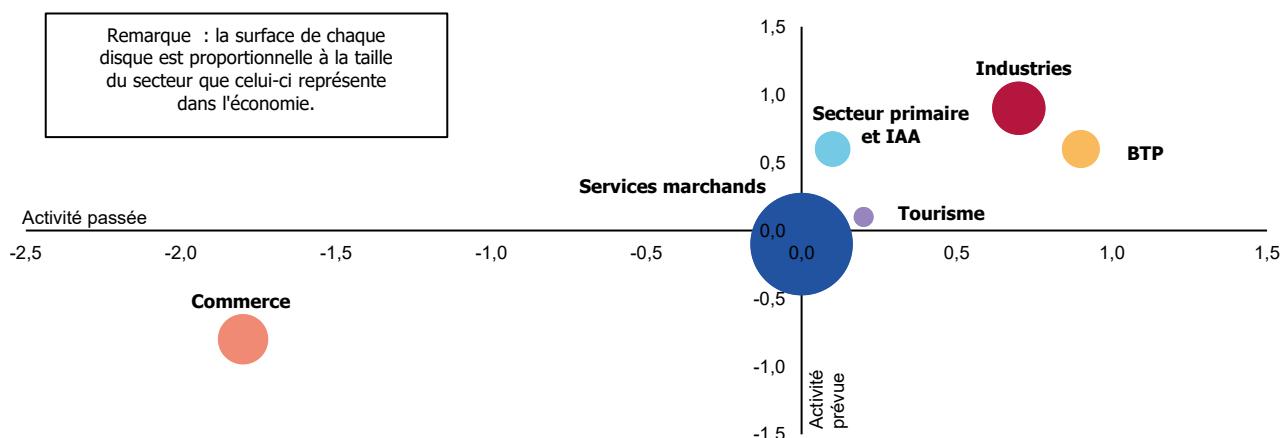
maintenir en fin d'année. Le solde d'opinion qui traduit l'évolution des délais de paiement se dégrade et les prévisions d'investissement sont défavorables depuis le début de l'année.

L'activité est stable également dans le **tourisme**, et devrait le rester en fin d'année d'après les chefs d'entreprise interrogés. Le nombre de passagers à l'aéroport progresse légèrement sur le trimestre (+1,4 %) mais le nombre de nuitées hôtelières est en baisse de 5,0 % sur le trimestre. Les soldes d'opinion relatifs aux

charges d'exploitation et aux trésoreries demeurent dégradés.

En revanche, dans le secteur du **commerce**, l'activité est de nouveau en baisse sur le trimestre, et les chefs d'entreprise sondés anticipent une nouvelle contraction de l'activité en fin d'année. Les soldes d'opinion qui matérialisent les charges d'exploitation et les trésoreries se dégradent.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 3^{ème} trimestre 2025



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

La conjoncture internationale et régionale

Un environnement international toujours incertain

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont stables et le FMI dans ses prévisions d'octobre (WEO octobre 2025) maintient globalement les prévisions communiquées en juillet 2025, à 3,2 % en 2025, et à 3,1 % en 2026. Cette apparente stabilité ne doit pas occulter les incertitudes nées de l'établissement de nouveaux droits de douane aux Etats-Unis. Leurs effets pourraient s'accroître dans le futur, lorsque s'atténueront les effets des mesures de compensation adoptées suite à leur établissement ; telle la constitution de stocks importants. Le FMI maintient également ses anticipations d'inflation globale, à 4,2 % en 2025 et 3,7 % en 2026, chiffres inchangés par rapport à ceux communiqués en juillet 2025.

Les Etats-Unis bénéficient de perspectives de croissance en hausse, le FMI ajustant ses anticipations pour l'année 2025, à 2,0 %, contre une estimation à 1,9 % en juillet. Les facteurs de cet optimisme ; droits de douane plus faibles qu'attendu, adoption de la loi budgétaire OBBBA et conditions de financement avantageuses ; sont inchangés. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Plus modestes que celles des États-Unis, les anticipations de croissance du FMI pour la zone Euro en 2025 sont également orientées à la hausse. Celles-ci s'élèvent à 1,2 % contre 1,0 % dans les projections communiquées en juillet 2025. Les projections pour 2026 sont en revanche révisées à la baisse, à 1,1 %, contre 1,2 % en juillet, en raison de la persistance d'incertitudes dans de nombreux domaines et de l'augmentation des droits de douane.

En France, la croissance a poursuivi son accélération au troisième trimestre, le PIB augmentant de 0,5 % en volume, après des hausses de 0,1 % au premier trimestre et 0,3 % au second trimestre, selon l'INSEE. Cette expansion procède notamment d'une demande intérieure finale plus soutenue et d'une hausse de la formation brute de capital fixe, tandis que la consommation des ménages confirme son ancrage en territoire positif, à +0,1 %. La Banque de France anticipe dans ses projections macroéconomiques intermédiaires de septembre 2025 une croissance de 0,7 % en 2025, suivi d'une augmentation légèrement plus soutenue en 2026, à +0,9 %.

Une hausse des salaires réels bénéficiant à la consommation des ménages renforce les perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 1,1 % pour 2025 puis 0,6 % pour 2026. L'économie nippone reste cependant vulnérable aux incertitudes nées du ralentissement de la demande extérieure.

Les perspectives de croissance pour les pays émergents sont globalement stables. La Chine bénéficie d'une consommation interne plus robuste qu'attendue et d'une accélération des échanges internationaux. Ces facteurs permettent une stabilisation, à 4,8 % pour l'année 2025, des anticipations de la croissance du FMI, après les turbulences générées par l'adoption des droits de douanes américains. L'Inde bénéficie d'une révision à la hausse de ces prévisions de croissance pour 2025, à 6,6 %.

Une croissance renforcée mais des défis structurels persistants pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Le *World Economic Outlook* d'octobre 2025 publié par le FMI estime à +2,4 % la croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2024. Pour 2025, le FMI prévoit désormais une croissance de 2,4 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,4 point, portée par des anticipations plus optimistes pour le Mexique (+1,3 point, soit une croissance attendue de 1 % en 2025) et pour le Brésil (+0,4 point, soit une croissance attendue de 2,4 %). La baisse des tarifs douaniers par rapport aux hypothèses antérieures et des données économiques plus solides que prévu expliquent cette révision favorable.

En parallèle, l'inflation décélère sensiblement dans la région, mais à un rythme plus lent qu'espéré. Pour l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes, elle devrait s'établir à 7,6 % en 2025 contre 16,6 % en 2024, confirmant une tendance au ralentissement mais laissant subsister des pressions sur les prix. Sur le plateau des Guyanes, le Guyana poursuit son essor pétrolier : après une croissance exceptionnelle de 43,6 % en 2024, le pays devrait enregistrer +10,3 % en 2025.

Les prévisions du FMI pour 2026 restent dynamiques, avec une croissance attendue de 2,3 %. Le Suriname, quant à lui, après avoir bénéficié d'une croissance de +3 % en 2024, devrait continuer sur la même tendance avec +2,7 % en 2025 et +3,7 % en 2026, confirmant une progression continue et stable.

Enfin, selon le *Latin America and the Caribbean Economic Review* de la Banque mondiale, la faiblesse chronique de la croissance dans la région trouve ses racines dans un retard historique d'adoption des technologies depuis plus d'un siècle. Le rapport souligne que l'Amérique latine et les Caraïbes peinent encore à « apprendre à apprendre », c'est-à-dire à expérimenter et exploiter pleinement les opportunités technologiques, ce qui freine la productivité et la diversification. Pour inverser cette trajectoire, des réformes profondes sont nécessaires : améliorer la qualité de l'éducation et des compétences, renforcer les institutions de financement et d'innovation, et créer un environnement propice à l'entrepreneuriat. La transition énergétique et l'essor de l'intelligence artificielle offrent une fenêtre d'opportunité unique, mais leur succès dépendra de la capacité de la région à bâtir un véritable système d'innovation et à transformer ses ressources naturelles en moteurs durables de croissance.

Sources : FMI, Insee, Banque de France, Banque mondiale, CEPAL.

Les données de cette étude sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : R. ELBEZ ■ Responsable de la rédaction : -

Rédaction : A. CARIOU, F. OLLIVIER ■ Participation aux travaux : S. CALVO CANO, J. CAPITAINE ■ Éditeur : IEDOM